

SOMMAIRE

Page 2 : Le vaccin contre la COVID, catalyseur des jeux d'influence internationaux
Page 3-4 : Du piège syndical tendu par le Ségur

EDITO

INTERNATIONAL : **de la crise sanitaire comme « fait social total »**

La crise sanitaire que nous connaissons depuis plus d'un an pourrait être vue comme un « *fait social total* », tant son périmètre planétaire, son impact, sa capacité à exacerber les tensions, mais aussi à mettre au jour les fonctionnements et dysfonctionnements sous-jacents de nos sociétés sont puissants. La crise est profondément révélatrice des évolutions systémiques en cours. Notre responsabilité, en tant que syndicalistes, est probablement de prendre la mesure de ce moment charnière pour peser dans une dynamique de transformation sociale. Une fenêtre s'ouvre, elle recompose les pensées et les modes d'action.

Sur le plan international, la crise nous fait clairement entrer dans une nouvelle séquence des relations entre puissances. Après 20 ans marqués par la lutte contre le terrorisme qui a justifié toutes les entreprises guerrières occidentales, nous renouons avec une situation de quasi-guerre froide inter-étatique et un risque de guerre « *chaude* » qui n'est pas à exclure. La confrontation entre les États-Unis en perte de vitesse et une Chine en plein essor pose les bases d'une nouvelle période. L'arrivée de Biden en remplacement de Trump change la forme, mais pas le fond de la confrontation en

préparation qui franchit chaque jour de nouveaux crans : réarmement massif, alliance économique et militaire en zone Asie-pacifique, gesticulations nucléaires nord-coréennes, etc.

Tous ces éléments sont les rouages d'une nouvelle confrontation mondiale au détriment des peuples dont le contrôle et la domination massive sont devenus un enjeu majeur. Comme lorsque les États-Unis mettent les données personnelles de l'ensemble des citoyens US en coupe réglée, mais aussi les nôtres entre les mains des GAFAM pour qu'elles fassent toujours plus de profit.

Dans la lutte contre le Health Data Hub, c'est bien une lutte contre les dérives du capitalisme moderne qui réduisent l'humain, y compris dans sa part la plus intime à une donnée économique exploitable par les data center, qui est en jeu.

Nous avons donc chacun à apporter des pierres, et quelques fois des pavés aussi, à un esprit de lutte qui se place à l'évidence à un niveau international dont les organisations syndicales n'ont pas encore pris pleinement la mesure.

▶ **LE VACCIN CONTRE LA COVID,** *catalyseur des jeux d'influence internationaux*

❖ Le vaccin a joué les catalyseurs des jeux d'influence internationaux. Qui sera le premier à découvrir le vaccin, enjeu de prestige et de pouvoir ? Certainement pas la France, malgré les milliards d'euros concédés à Sanofi, trop occupés à licencier pour assurer les profits. Les « distributions » généreuses en Afrique ou en Inde plus récemment peinent à faire oublier les pathétiques tractations entre l'Europe et les Britanniques sur fond de Brexit. Une fois encore, les rivalités nationalistes ou capitalistes (parfois les deux réunies) entre puissances font passer l'intérêt des peuples au second plan, rendant indispensable une poussée plus nette du mouvement social contre les verrous qui entravent la mise à disposition des vaccins pour tous.

Nous sentons bien qu'une forme de jurisprudence est en train de s'écrire. Si nous n'arrivons pas à faire sauter la recherche effrénée des profits dans un tel enjeu de santé publique, nous serons en plus grande difficulté encore pour peser lors des crises sanitaires de demain. C'est le sens de l'expression « *pas de profit sur la pandémie* » qui a servi à la campagne de la CGT sur ce sujet.

La voix d'un progrès social pour tous et d'une démarche de recherche du bien commun à l'échelle de l'Humanité est devenue difficile. Notre responsabilité syndicale est engagée, surtout quand nous sommes issus de notre champ. Nous avons une voix à porter.

La crise sanitaire est aussi un « *fait social total* ». Pendant que nous focalisons l'attention sur les confinements, reconfinements, couvre-feux, et divers débats qui inondent les chaînes d'infos continues, nous passons sous silence **100 000 morts qui auraient pu être en partie évitées si on n'avait pas fermé autant de lits** ces 20 dernières années dans les hôpitaux.

Le gouvernement mise comme en 2020 sur le fait que les Français, déconfinés et soulagés, n'auront pas, l'été venu, le temps de faire le procès de la politique pluri-décennale d'austérité qui a mis à mal le système de santé de notre pays devenu vulnérable et incapable de réagir à une pandémie mondiale. Avec le risque que la quatrième vague de l'automne rejouera le même scénario de l'aveuglement de masse sur les enjeux de la crise. **Nous portons une responsabilité syndicale et devons continuer à dénoncer l'incurie des gouvernements.**

Nous devons aussi dénoncer combien **la crise sanitaire sert d'alibi et tend à faire disparaître toutes les régressions du radar social** et comme le montre la mobilisation ce 1^{er} mai. Nous retiendrons hélas de ce 1^{er} mai les agressions contre la CGT, agressions, inqualifiables, abjectes et qui signent la dégradation de notre démocratie.

La loi sur la sécurité globale témoigne de ce glissement autoritaire. Le retour en force d'un discours utilisant lourdement le biais de la peur laisse

émerger des résurgences fascistes. La tribune parue dans la presse d'extrême droite Valeurs Actuelles de généraux de l'armée qui, dénoncent la « *chienlit* » fait ni plus ni moins planer un risque de putsch militaire sur notre pays.

Le capitalisme cherche à survivre à cette crise sanitaire qui est pourtant à bien des égards le révélateur de sa faillite. Profitant des gesticulations sur les mesures sanitaires, le gouvernement poursuit à marche forcée son logiciel libéral, tel le projet Hercule de privatisation d'EDF. Il continue à détricoter le modèle social. La Loi 4D sur les territoires risque de remettre en cause l'égalité de traitement des citoyens sur le territoire national et sape les fondements républicains de notre pays.

Tout comme la destruction de la Fonction Publique par la mise en œuvre de la Loi de Transformation de la Fonction Publique qui déroule avec les textes d'application sur la négociation collective, la transformation des instances, la réforme de la Haute Fonction Publique et son cortège de régression sociale. Tout ceci rend indispensable la campagne 10 % portée par la CGT pour que de vraies solutions soient apportées, tant en termes d'effectifs, de temps de travail que de salaires. À

ce sujet, **une journée de mobilisation est envisagée pour le 15 juin 2021.**

Pour les ICT (Ingénieurs, Cadres et Techniciens), l'enjeu est énorme, car c'est bien le paiement de la qualification qui a fait les frais, en premier lieu de 20 ans d'austérité. Le 1^{er} grade de la catégorie A était à 147 % du SMIC en 2000 et n'est plus qu'à 17 % du SMIC en 2020... **Tout ceci doit interpeller nos syndicats sur la bataille des salaires.**

Les privilégiés dans ce pays sont bien les entreprises qui captent 9,2 % du PIB sous forme d'aides publiques (de 139 à 223 milliards d'€ suivant les calculs), alors que 1,7 millions de travailleurs en recherche d'emploi seront pénalisés par la réforme de l'assurance-chômage dès juillet 2021. **S'il faut sonner la fin de l'état providence, c'est bien pour la finance !**



► DU PIÈGE SYNDICAL TENDU PAR LE SÉGUR

❖ L'actualité a été marquée depuis juillet 2020 par l'interminable séquence du Ségur où le gouvernement n'en finit plus de vendre des augmentations de salaire mirobolantes que les déroulements de carrière ne permettront jamais d'atteindre. Flanqué des syndicats complices qui espèrent tirer les marrons du feu en prévision des élections professionnelles de 2022, elles acceptent de servir d'alibi au jeu de dupes d'un gouvernement qui essaie de lâcher le moins de lest possible dans le cadre de la crise sanitaire.

La stratégie du gouvernement est assez claire : multiplier les effets d'annonce sur les salaires, diviser le salariat, et les syndicats en n'accordant pas d'augmentations à tous, établissant des distinctions entre salariés qui sonnent comme une hiérarchie des mérites au regard de la crise, soignants versus non-soignants, public versus privé, sanitaire versus médico-social, médico-social rattaché à un établissement de santé versus autres médico-sociaux...

Le gouvernement se met en position de force et peut jouer et rejouer à l'envie le scénario des missions Laforcade saute-moutons qui mettent les organisations syndicales sur la défensive avec des propositions tentantes, toute augmentation est bonne à prendre, mais tellement incomplètes qu'elles sont au final inacceptables.

Cette stratégie des revalorisations au compte-goutte tourne au supplice chinois pour les salariés en attente de revalorisation depuis des années. Elle épuise les organisations syndicales dans une multiplicité de luttes pour raccrocher les wagons du salariat de notre champ. Elle provoque aussi des mouvements corporatistes où chaque pan du salariat est poussé à jouer seul sa partition en espérant avoir sa part du gâteau...empoisonné, (empoisonné car faisant oublier toutes les autres mesures du Ségur).

Dans cette cacophonie organisée par le gouvernement, la place de l'activité spécifique de l'UFMICT est essentielle. Il nous faut partir des revendications du terrain, y compris pour des contenus qui peuvent sembler à la base catégorielle pour ensuite les fédérer et rassembler le salariat en montrant l'intérêt commun de tous. Le rôle de l'Ufmict est très important dans cette période pour contrer les ambitions de division du salariat du gouvernement et éviter que les collectifs tombent dans le panneau et s'illusionnent.

Cette démarche spécifique n'est cependant pas comprise par tous. Certains feignent d'oublier que le « grand soir » ne se décrète pas d'en haut, mais suppose d'élever préalablement le degré de conscience politique de l'ensemble des travailleurs pour qu'ils aient le sentiment d'un destin de classe qui les unit.

C'est le travail de fourni de l'UFMICT que de s'intéresser à tous les mouvements qui émergent, d'accompagner les salariés en les aidant à prendre conscience des enjeux communs. C'est toujours en partant des aspirations des personnels et employés que se construisent les luttes réussies. On rêve tous de manifestations massives où tous sont rassemblés dans un même élan de transformation. Sauf que cela ne marche pas d'emblée.



L'activité spécifique donne parfois l'impression qu'à la double besogne du syndicalisme affirmée depuis la charte d'Amiens de 1906, « action quotidienne » et « action d'avenir », s'ajoute une triple besogne qui est de convaincre de son utilité en levant les malentendus en interne sur son objectif de rassemblement du salariat. Or, c'est justement en se contentant d'une activité syndicale qui se limite à des affirmations générales qu'on laisse toute la place aux actions corporatistes.

Dans notre champ, la défense des professions revêt aussi un autre aspect. Défendre le professionnalisme, les qualifications qui y sont associées

sont autant de gages de la qualité des prises en charge des patients. Les soutenir, c'est donc soutenir à chaque fois un fragment de l'intérêt général et de la qualité du service public. **Défendre les professions, c'est lutter contre les glissements de tâches, la déqualification, les formations au rabais, la dénaturation des prises en charge...** C'est aussi la force de l'activité spécifique dans notre champ que de faire poindre l'intérêt de tous derrière la défense de chaque profession ou métier dans le travail social.

Sans entrer dans les détails sur les revendications, c'est bien l'enjeu des luttes autour des sages-femmes, qui se mobilisent à nouveau sur l'hypothèse d'un basculement dans le statut Praticien Hospitalier, miroir aux alouettes des attentes de reconnaissance professionnelle. Ou les IADE qui défendent une conception exigeante de la qualification au service des patients. Ou les Directeurs qui sont particulièrement attaqués ces temps-ci, car les tutelles cherchent à les mettre au pas. Sans oublier la mobilisation des personnels des services de réanimation et de soins intensifs, des techniciens de laboratoires,

des préparateurs en pharmacie, des IBODE, des psychologues.

Ces mobilisations ne s'opposent pas aux actions plus larges comme celle en préparation pour le 15 juin à l'échelle de la Fédération, mais elles les préparent. Elles sont d'une certaine manière la condition de réussite.

La mobilisation du 15 juin peut s'inscrire dans la continuité de la campagne fédérale « embauchez-formez » dont les résultats d'une enquête auprès des syndicats présentés au dernier Comité National Fédéral ont validé les revendications CGT sur la création de 400 000 emplois dans notre champ.

Enfin, pour conclure, nous mesurons l'ampleur de la tâche à accomplir.

D'une certaine manière, la crise est aussi un fait social total pour notre syndicalisme qui est au pied du mur. Après des décennies de recul social, c'est en quelque sorte le défi pour le syndicalisme de notre temps. Si nous voulons le relever, il importe de nous mettre en ordre de bataille et de faire fonctionner au mieux notre organisation. **Une vie syndicale de qualité est la condition d'un syndicalisme efficace sur le terrain.**

Nous avons d'importantes échéances devant nous qui doivent être vues comme autant d'étapes : le congrès de l'UGICT-CGT en novembre 2021, celui de la Fédération au printemps prochain au cours desquels l'UFMICT doit prendre toute sa place. Nous avons aussi des échéances importantes comme les élections professionnelles dans la Fonction Publique fin 2022.

La tâche est immense, mais nous avons aussi quelques raisons d'espérer. Les élections récentes de la CNRACL et des Très Petites Entreprises montrent, malgré un niveau de participation électorale en berne, que la CGT reste crédible avec des scores qui se maintiennent. Malgré le marasme et l'apathie engendrée par la crise sanitaire qui a mis KO une partie du mouvement social, nous devons prendre notre place dans ce

« fait social total », car s'il est porteur de complexité, il est peut aussi être moteur d'un changement radical et rouvrir une séquence de progrès social. **Un contexte révolutionnaire existe. Saurons-nous en prendre le train ?**

Thomas Deregnaucourt
Directeur – Membre de la direction Fédérale et de l'UFMICT-CGT



 **Bulletin de contact et de syndicalisation**
Je souhaite prendre contact et/ou adhérer à la CGT.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville :
E-mail :@.....

 Retrouvez toute l'actualité fédérale sur www.sante.cgt.fr

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - ufmict@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 57